



Conseils mixtes	
Groupe de travail	Description
Gouvernement ouvert du Canada (GOC)	Le groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada (GOC) est un groupe de discussion permettant d'échanger des renseignements entre les administrations et de collaborer sur les initiatives, les outils et les principes de gouvernement ouvert, y compris ceux concernant les données ouvertes communes, les renseignements ouverts et la mobilisation du public dans l'ensemble des administrations.
Conception et de l'expérience des services centrés sur le client	<ul style="list-style-type: none"> La communauté offre aux entités juridictionnelles une tribune qui leur permet de travailler ensemble pour améliorer l'expérience globale de service des Canadiens en concevant des services axés sur les clients. La communauté aborde un large éventail de sujets liés à l'expérience de service, et fournira une tribune pour faire ce qui suit : Partager les expertises, les défis, les leçons apprises et les réussites. Créer conjointement et adopter une compréhension et une vision communes pour une expérience de service unifiée pour tous les citoyens canadiens. Promouvoir la vision axée sur les clients auprès des administrations membres et faire rapports des efforts déployés pour réaliser la vision. Faire le bilan de la situation dans toutes les administrations pour comprendre les différents états de préparation à l'adoption de la vision. Cerner les défis auxquels font face les membres de la CdP dans la conception de services axés sur les clients et élaborer collectivement des stratégies afin de promouvoir le progrès et éliminer les obstacles. Déterminer les domaines d'intérêt spécifiques pour obtenir des présentations plus ciblées des membres.
Avis de décès	Les Conseils mixtes ont créé le Groupe de travail sur les avis de décès (GTAD) pour améliorer l'enregistrement et la notification des décès partout au Canada. Le GTAD détermine des options pour améliorer l'efficacité et les délais de service lors de l'enregistrement des avis de décès; faciliter un accès rapide aux avis de décès au niveau national pour les organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux admissibles; et améliorer l'expérience de service pour les citoyens lors du signalement des décès.
Intelligence axée sur les données (IAD)	Ce groupe de travail a été créé pour améliorer l'expérience client en tirant profit des données ouvertes et de l'analyse avancée des données dans le but de collaborer à l'amélioration de la prestation des services. Il agit comme catalyseur pour les RAD afin de mieux comprendre les besoins des clients et d'élaborer des solutions pratiques en liant les services gouvernementaux entre eux lorsque possible. Les activités du groupe de travail permettront aux services publics d'être à l'avant-garde de la prestation d'excellents services modernes lorsque l'expérience client correspond aux attentes du public canadien et du milieu des affaires, ou les surpasse.
Confiance numérique et accréditations	<p>La gestion de l'identité numérique est un domaine en évolution rapide qui représente un intérêt en matière de politique publique, en raison des possibilités offertes par une identité numérique sécurisée. De façon générale, une identité numérique sécurisée peut permettre aux Canadiens d'exécuter en ligne des opérations de grande valeur dans un environnement plus efficient et plus pratique sur le plan économique. Une identité numérique sécurisée peut réduire le risque de vol d'identité et améliorer la sécurité publique et la confiance du public, en rendant l'utilisation frauduleuse des identités plus difficile. En ce qui concerne le contexte plus précis des opérations gouvernementales, une identité numérique sécurisée peut, indépendamment de l'emplacement d'un utilisateur, améliorer l'accès aux services gouvernementaux qui nécessiteraient habituellement une présence en personne.</p> <p>Pour ce faire, les administrations et les acteurs canadiens du domaine de la gestion de l'identité doivent s'entendre sur l'adoption de normes communes prévoyant la manière dont les diverses administrations traitent les diverses composantes de la gestion de l'identité et accordent divers niveaux de confiance à la véracité de l'information en question. Ce faisant, on parviendra à :</p> <ul style="list-style-type: none"> Faciliter une expérience de l'utilisateur homogène et pratique dans l'ensemble des provinces et des territoires. Améliorer la sécurité en rendant possible la validation en temps réel des attributs d'identité dans l'ensemble des administrations. Garantir qu'alors même que les administrations travaillent à un rythme différent, nous nous employons tous à acquérir une compréhension commune de la gestion de l'identité. Jeter les bases pour la prestation de niveaux de services en ligne uniformes pour l'ensemble des résidents du Canada, peu importe la location physique de ceux-ci. Obtenir des gains d'efficacité opérationnelle quant à notre utilisation de l'argent des contribuables en permettant aux résidents qui peuvent utiliser les voies en ligne ou qui privilégient celles-ci de le faire plutôt que d'exiger qu'ils utilisent les voies plus coûteuses des services téléphoniques ou en personne. <p>Une des réalisations importantes des Conseils mixtes est l'élaboration et l'évolution du CCP sous la direction du Sous-comité sur la gestion de l'identité (SCGI). Le SCGI rassemble la collaboration entre les administrations de tous les ordres de gouvernement et des intervenants externes comme le CIAN. À l'aide du SCGI, les Conseils mixtes participent aux discussions sur l'identité numérique et le gouvernement depuis 2008. Notre appui indéfectible à l'identité numérique découle de notre conviction qu'elle est la clé des résultats de service auxquels les Canadiens s'attendent et dont ils ont besoin.</p>
Protection des renseignements personnels	<p>Le mandat du sous-comité de la protection des renseignements personnels consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> servir de tribune nationale pour l'échange d'information sur l'accès à l'information et la liberté de l'information, ainsi que de la recherche, des pratiques exemplaires, de la formation, des produits de TI et d'autres ressources se rapportant à la protection des renseignements personnels, pour appuyer les programmes et les objectifs du secteur public; soutenir la mission du CDPISP, qui consiste à « permettre l'amélioration de la prestation des services au public canadien grâce à un travail de collaboration à l'échelle des gouvernements et au leadership évident dans le domaine de la gestion de l'information et de la technologie »; soutenir le mandat du CPSSP, qui consiste à « partager les renseignements, établir des partenariats et faciliter des solutions potentielles que l'on peut utiliser pour améliorer la prestation des services dans le secteur public », en assumant un rôle de leadership et de coordination dans les domaines liés à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée.
Comité de recherche	Le Comité de la recherche est responsable de mener des recherches, sous l'orientation des Conseils mixtes, pour appuyer les collectivités des DPI entre les administrations et de la prestation des services du secteur public. Le Comité de la recherche du CPSSP-CDPISP a été mis sur pied en 1998 et est axé sur la livraison de résultats de recherche qui permettront aux membres du CPSSP et du CDPISP de concevoir et de mettre en œuvre leurs stratégies d'amélioration des services tant pour les publics externes (clients et citoyens) qu'internes (employés et intervenants).
Service aux entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Le mandat de ce groupe de travail consiste à échanger de l'information et des expériences et d'explorer les occasions et les défis liés à l'amélioration de la prestation des services du secteur public à l'intention des clients commerciaux. Plus précisément, il vise à déterminer et mettre en œuvre des améliorations de services tangibles fondées sur la collaboration entre les administrations qui entraînent une prestation de services améliorée et l'excellence pour les entreprises partout au Canada.
Groupe de travail Open Source	<ul style="list-style-type: none"> Le groupe de travail sur les outils libres fournirait aux administrations fédérale, provinciales, territoriales et municipales un mécanisme pour collaborer et apprendre les uns des autres sur l'utilisation des outils libres.

Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP)	
Groupe de travail	Description
Informatique en nuage	Le Groupe de travail sur l'informatique en nuage du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public fournit des conseils au Comité consultatif sur l'informatique en nuage du gouvernement du Canada (CCIN-GC) au fur et à mesure qu'il élabore une approche de consultation de l'industrie sur la façon dont le secteur public peut mettre en œuvre des services d'informatique en nuage avec succès.
Microsoft O365	Le Groupe de travail sur Microsoft Office 365 a été mis sur pied pour comprendre les expériences des autres administrations qui ont adopté Microsoft Office 365 (M365) dans leur environnement de TI. Parmi les intérêts spécifiques, on comptait les licences, les services de soutien, la mise en œuvre ministérielle et l'achat.
Politique relative à la technologie de l'information et de la communication	La communauté de pratique de la Politique sur les technologies de l'information et des renseignements (Politique sur les TIR) fédérale, provinciale et territoriale a vu le jour en 2014 sur l'ordre du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) qui représentait l'ensemble des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. La communauté de pratique de la Politique sur les TIR permet aux gouvernements participants d'échanger de l'information, des politiques et des pratiques exemplaires liées à cette politique.
Approvisionnement en matière de technologie de l'information (TI)	La communauté de pratique sur l'approvisionnement en TI évaluera les occasions pour le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi que les représentants de l'Association des systèmes d'information municipale (ASIM) de tirer parti des accords de TI existants et/ou nouvellement convenus au profit de tous les gouvernements participants et de leurs citoyens. Cet effort collaboratif vise à profiter du pouvoir d'achat collectif et de l'influence des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et de l'ASIM pour obtenir de meilleurs contrats d'approvisionnement qui permettront de : <ul style="list-style-type: none"> réduire les prix; fournir des modalités contractuelles qui trouvent un juste équilibre entre la protection des citoyens et le caractère raisonnable sur le plan commercial; réduire les frais administratifs pour les gouvernements en réduisant le dédoublement des efforts dans l'ensemble des administrations; et réduire la propension des fournisseurs de TI à traiter les administrations canadiennes différemment.
Comité national des CISOs sur la protection de l'information	Le Comité national des CISOs sur la protection de l'information permet aux gouvernements participants d'échanger des renseignements, des politiques, des pratiques liées aux programmes de sensibilisation à la sécurité et des programmes d'architecture liés à la protection de l'information. Ce groupe de discussion a vu le jour en 1998 sous l'ordre du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) qui représente tous les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, ainsi que l'Association des systèmes d'information municipale (ASIM). Les objectifs du groupe sont : <ul style="list-style-type: none"> d'échanger des renseignements, de partager les meilleures pratiques et de recommander des objectifs, des priorités et des programmes nationaux et provinciaux sur la protection des renseignements; et de créer, d'élaborer et d'appuyer conjointement les procédures opérationnelles et les outils automatisés pour veiller à ce que toutes les administrations du Canada maintiennent les normes les plus rigoureuses en matière de protection de l'infrastructure de l'information
Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP)	
Groupe de travail	Description
Communauté de pratique des centres de contact	L'industrie de la CdP des centres de contact évolue rapidement en réponse aux attentes des citoyens en matière de services et de la technologie en évolution rapide. Le CPSSP a cerné le besoin de créer un groupe de discussion où les dirigeants des centres de contact fédéraux, territoriaux, provinciaux et municipaux peuvent se rencontrer pour partager des connaissances, cultiver les meilleures pratiques et encourager l'innovation. La communauté offre un mécanisme pour que les entités des administrations travaillent ensemble dans le but d'améliorer la prestation des services des centres de contact partout au Canada. La portée de la communauté couvre un éventail de sujets liés aux centres de contact, notamment : <ul style="list-style-type: none"> fournir un groupe de discussion pour partager l'expertise, les leçons apprises et les exemples de pratiques exemplaires; constituer un groupe de discussion pour créer des partenariats sur la recherche ou les solutions; fournir un accès aux conférenciers invités qui peuvent offrir des points de vue différents sur la prestation de services des centres de contact; offrir des réflexions et des exemples d'innovation et d'efficacité de services dans l'environnement des centres de contact; les membres devront indiquer leurs domaines d'intérêt spécifiques pour participer à la réunion ciblée